



République Tunisienne

***Ministère du Développement , de l'Investissement et de la Coopération
Internationale***

Synthèse du Plan de Développement 2016 - 2020

23 mai 2016

Contenu de la Présentation

1. Processus d'élaboration
2. Cadre général
3. Diagnostic du développement
4. Contraintes, enjeux et défis
5. Politiques et réformes
6. Objectifs et indicateurs
7. Investissements du plan

1. Processus d'élaboration

1. Processus d'élaboration du Plan 2016-2020

Calendrier

Etapas	Date
Démarrage des travaux	
✓ <i>Au niveau régional</i>	31 juillet 2015
✓ <i>Au niveau sectoriel</i>	01 septembre 2015
Clôture de la 1 ^{ère} étape : Diagnostic	16 octobre 2015
Clôture de la 2 ^{ème} étape : Vision stratégique	19 décembre 2015
Clôture de la 3 ^{ème} étape : Réformes, Programmes et Projets	15 mars 2016
Equilibres financiers et arbitrage	15 mars - 20 avril 2016
Elaboration du document du Plan (Volumes global, régional et sectoriel)	15 mars – 25 avril 2016

Commissions

	Nbre de Commissions	Nbre de Participants
Commissions régionales et locales	292	20 000
Commissions et sous commissions sectorielles	150	6 000

2. Cadre Général

2. Cadre Général

Particularités

- **Premier Plan de développement** de la deuxième République
- **Approche participative** durant toutes les étapes du Plan
- **Discrimination positive entre les régions**, principe directeur pour les travaux d'arbitrage

Objectifs

- Concrétiser la Nouvelle Vision de la Tunisie fixée par la note d'orientation
- Consacrer le nouveau modèle de développement qui réunit :
 - ✓ **Efficacité**
 - ✓ **Équité**
 - ✓ **Soutenabilité**

2. Cadre Général

Difficultés

- Environnement géostratégique incertain
- Climat social instable
- Equilibres financiers fragiles
- Transformations numériques accélérées

Atouts

- + Climat politique démocratique
- + Force vive et jeune
- + Contribution croissante de la société civile à l'effort de développement
- + Soutien de la communauté internationale à la Tunisie

2. Cadre Général

Méthodologie

- Alignement sur les orientations stratégiques de la Note d'orientation
- Ajustements à la lumière des réalisations de l'année 2015 et des perspectives de croissance de l'année 2016



- Volume global : Incluant le cadre macroéconomique et une synthèse générale agencée autour des 5 axes majeurs de la note d'orientation
- Etudes et rapports régionaux et sectoriels synthétisés dans les volumes respectifs
- Liste des réformes et des projets retenus pour la période 2016-2020

2. Cadre Général

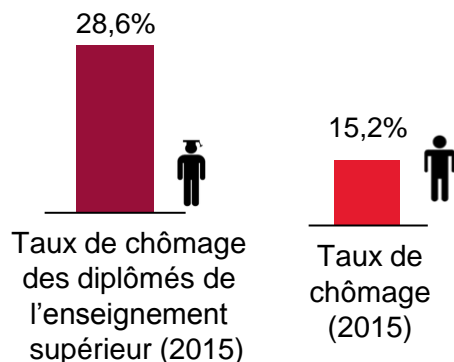
Conditions de Réussite

- Parachever la mise en place des institutions constitutionnelles et entamer le processus de décentralisation
- Restaurer le rôle de l'Etat et la primauté du droit dans tous les domaines et sur tout le territoire
- Mobiliser les financements indispensables à la réalisation des projets (conférence internationale)
- Opter pour le partenariat Public-Privé en tant que levier pour la relance de l'investissement
- Assurer un suivi efficace et une évaluation rigoureuse des réalisations du Plan à travers :
 - ✓ La généralisation du système national de suivi et d'évaluation des projets publics
 - ✓ Un calendrier clair pour la mise en œuvre des réformes préconisées
 - ✓ Le suivi des indicateurs sur l'emploi et le développement humain à l'échelle nationale et régionale

3. Diagnostic du Développement

3. Diagnostic du développement

1 Faible impact sur l'emploi



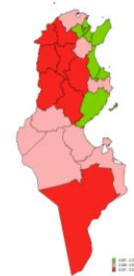
2 Contribution de l'investissement à l'effort de développement

Les investissements représentent 19,4% du PIB en 2015. A titre de comparaison:

- Le Maroc: 30%
- La Malaisie: 27%
- La Roumanie: 23%

3 Développement régional

L'Indice de Développement Régional fortement inégal entre régions côtières et les régions intérieures



4 Cadre institutionnel et bonne gouvernance

- Prolifération du commerce parallèle
- Accroissement de la corruption
- Lourdeur administrative

5 Politiques sociales



Une personne sur 6, en dessous du seuil de pauvreté

6 Equilibres financiers

- Un déficit public de 4,8% du PIB (2014)
- Un déficit courant de 8,9% du PIB
- Un Indice des Prix à la Consommation de 5,5% (2014), en amélioration en 2015

7 Ressources naturelles & protection de l'environnement

Le coût de la dégradation de l'environnement est de 2,7% du PIB



8 La Tunisie dans son environnement extérieur

- Les exportations sont concentrées sur 4 pays européens
- Faible valeur ajoutée
- Faible intégration dans les chaînes de valeurs mondiales

4. Contraintes, enjeux et défis

4. Contraintes, enjeux et défis

Contraintes

Instabilité de l'environnement international

- Fluctuation des prix du pétrole et des produits de base
- Propagation des zones de conflits et du risque terroriste
- Impacts du changement climatique

Mutations démographiques

- Hausse de l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) de 2.02 en 2004 à 2.29 en 2010 et à 2.46 en 2014
- Elargissement de la part de la population âgée de 60 ans et plus pour atteindre 14% en 2020 contre 12% en 1994



Pressions supplémentaires sur les secteurs de l'éducation, de l'enseignement, de la santé et de la sécurité sociale qui aggraveront le déficit des caisses sociales

Pressions sur les ressources

- Rareté des ressources naturelles (eau, forêts, sol)
- Faible adéquation entre les ressources humaines disponibles et les besoins du marché du travail
- Augmentation des besoins de financement de l'économie concomitamment au recul notable de l'épargne nationale

4. Contraintes, enjeux et défis

Enjeux & Défis

Assurer la stabilité sécuritaire

- Renforcer la coopération sécuritaire et militaire entre la Tunisie et les autres pays du monde
- Sécuriser nos frontières
- Mettre en place, en partenariat avec toutes les composantes de la société, une approche globale pour la lutte contre le terrorisme

Sauvegarder la paix sociale

- Réduire le chômage et contenir la pauvreté
- Renforcer le dialogue entre les partenaires sociaux pour des relations de travail saines
- Diffuser les valeurs de l'altruisme et de l'abnégation et valoriser le travail
- Repenser la législation du travail dans le cadre du dialogue social

5. Politiques et réformes

5. Politique et Réformes

Domaines de souveraineté

1

Réforme du Système Judiciaire et Pénitentiaire

- Veiller à l'indépendance et à l'autonomie du pouvoir de la justice
- Instaurer la moralisation des systèmes judiciaire et pénitentiaire
- Améliorer la qualité de justice et protection des droits des justiciables
- Faciliter l'accès à la justice surtout aux personnes démunies et vulnérables
- Assurer la communication et le partenariat entre les institutions judiciaires et pénitentiaires

2

Renforcement de l'Institution Sécuritaire

- Renforcer le déploiement sécuritaire dans les régions
- Renforcer et moderniser les moyens de travail à la disposition des forces de sécurité intérieure
- Puiser des développements technologiques pour l'amélioration de la qualité des prestations sécuritaires et administratives
- Assurer la formation et le recyclage des agents et cadres relevant des forces de sécurité intérieure et subvenir à leurs besoins en matière de sécurité sociale

3

Développement de l'Institution Militaire

- Equiper l'armée en dispositifs techniques et technologiques indispensables au renforcement de ses capacités
- Renforcer la prise en charge sociale, sanitaire et psychologique du personnel des forces armées
- Consolider la formation et l'entraînement du corps militaire d'élite en matière de lutte contre le terrorisme
- Réorganiser l'institution militaire

5. Politique et Réformes

Domaines de souveraineté

4

Politique Etrangère

1. Volet Sécuritaire

- Elargir les domaines de coopération sécuritaire et d'investigation
- Consolider et promouvoir le rôle de la diplomatie prospective
- Œuvrer avec les parties libyennes et étrangères agissantes pour la sécurisation de nos frontières et la lutte contre le terrorisme

2. Volet Economique

- Œuvrer pour la mobilisation de l'appui financier et économique
- Accélérer la concrétisation du processus de partenaire privilégié avec l'Union Européenne
- Intensifier les actions en vue de reclasser la Tunisie parmi les pays éligibles aux crédits concessionnels

3. Volet Social et Consulaire

- Procéder à la mise en œuvre de l'accord du partenariat de mobilité avec l'Union Européenne
- Renforcer la présence consulaire sur les continents Asiatique et Africain

5. Politique et Réformes

1^{er} Axe: Bonne gouvernance, réforme de l'administration et lutte contre la corruption

1

Bonne gouvernance et lutte contre la corruption

- Mettre en place un système national d'intégrité et renforcer les principes de bonne gouvernance à l'échelle sectorielle et locale
- Promouvoir la production et la diffusion de l'information statistique conformément aux normes internationales et garantir l'accès à l'information

2

Gouvernance des entreprises publiques

- Promouvoir la gouvernance interne et globale au sein des établissements et entreprises publiques
- Dissocier la fonction de président du conseil d'administration et de directeur général de l'entreprise
- Renforcer la transparence et la divulgation de l'information
- Revoir la stratégie de financement pour assurer l'équilibre des entreprises publiques

3

Réforme de l'administration

- **Mette en place un statut particulier de la haute fonction publique**
- Améliorer les capacités des ressources humaines et renforcer les compétences administratives
- Instaurer un « Gouvernement ouvert » et une administration numérique, efficiente, rapide et sans support papier
- Améliorer la qualité des services rendus au citoyen et à l'entreprise

5. Politiques et Réformes

2^{ème} Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

1

Tissu économique diversifié, à fort potentiel d'exportation et créateur d'emploi

1. Accroître la productivité

- Concevoir des politiques et stratégies sectorielles appropriées
- Soutenir l'initiative privée et réexaminer les systèmes d'accompagnement des promoteurs et du financement de l'entreprise
- Développer les filières économiques dans les régions intérieures
- Garantir la viabilité de la micro-entreprise pour maintenir les postes d'emploi

2. Positionnement dans les chaînes de valeur à l'échelle mondiale

- Développer les industries des composants aéronautiques, mécatroniques et automobiles, des énergies renouvelables, de l'économie numérique, de la biotechnologie et industries pharmaceutiques, agro-alimentaires, textile et habillement et autres secteurs prioritaires
- Valoriser les produits agricoles à l'instar de l'huile d'olive, les dattes et produits de la mer

3. Encourager l'Exportation

- Optimiser les programmes dédiés à l'exportation à l'instar du 3^{ème} programme de promotion des exportations et le programme d'appui à la compétitivité des services
- Achèver les négociations relatives à l'accord de libre échange complet et approfondi avec l'Union Européenne

4. Développer l'infrastructure et renforcer la logistique

- Étendre le réseau autoroutier et routier et réhabiliter le réseau ferroviaire
- Généraliser le branchement au gaz naturel à tous les centres urbains et aux zones industrielles et de services
- Créer une nouvelle génération de zones industrielles intégrées en mettant l'accent sur l'aménagement des zones industrielles dans les régions de développement régional (67% de l'ensemble des zones envisagées) en vue de réduire les disparités entre les régions
- Créer des zones franches dans les régions frontalières

5. Promotion de l'innovation et de la créativité

- Hisser la contribution du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique au développement économique et social
- Renforcer les capacités et les ressources allouées au système national de la recherche et de l'innovation

5. politiques et Réformes

2^{ème} Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

2

Promotion de l'économie numérique en tant que levier de développement

Intégration dans la nouvelle économie mondiale

- Migrer vers une administration électronique au service du citoyen et de l'entreprise
- Diffuser la culture numérique et la numérisation des supports pédagogiques
- Renforcer le système d'information des secteurs prestataires de services (santé...)
- Mettre en œuvre le projet « Tunisie-intelligente » (off shoring) dans le domaine numérique
- Développer l'infrastructure numérique

3

Le tourisme, Affluent de la croissance économique

Poursuite de la stratégie de développement du tourisme à l'horizon 2020

- Promouvoir les projets touristiques à haute valeur ajoutée : le tourisme culturel, le tourisme saharien ,le tourisme de santé et de bien être
- Procéder à la mise à niveau des unités touristiques, améliorer la qualité des services et promouvoir le système de formation
- Renforcer la destination tunisienne à travers l'intensification des campagnes de communication et de marketing

4

Améliorer le climat des affaires

Réformes et mesures d'amélioration du climat des affaires

- Promulguer le nouveau code de l'investissement : Instituer une nouvelle gouvernance, améliorer l'accès au marché, faciliter les procédures, instituer une panoplie d'incitations en accord avec les objectifs du plan
- Introduire des réformes structurelles dans les domaines sécuritaire, financier, climat social, infrastructure et logistique, ressources humaines, accompagnement...

5. Politique et Réformes

2^{ème} Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

5

Repenser le système des grands projets privés

Mise en place d'une stratégie pour la promotion des Grands projets

- Faciliter l'installation des grands projets surtout dans les régions intérieures sur la base d'une carte nationale
- Prendre en compte les besoins des grands projets privés approuvés au sein des programmes d'infrastructure et des travaux de raccordement aux réseaux externes
- Repenser la gouvernance et les modalités de prise de décision pour le traitement des projets proposés
- Repenser le système actuel

6

Consolider les investissements tunisiens sur les marchés extérieurs

Positionnement dans les marchés extérieurs cibles

- Relever le seuil des transferts au titre des investissements à l'étranger
- Soutenir la présence des institutions financières et bancaires tunisiennes sur les marchés étrangers cibles
- Conjuguer les efforts pour renforcer la présence de la Tunisie sur les marchés maghrébins, africains et européens

7

Réformes Foncières

- Elaborer un code unique des affaires foncières
- Mettre en place une instance chargée du contentieux de l'Etat en vue de consacrer le principe de la transparence et de l'indépendance du chargé général du contentieux de l'Etat
- Créer une agence des réserves foncières
- Modifier la loi sur les terres collectives
- Modifier la loi sur l'expropriation pour utilité publique
- Modifier la législation régissant les carrières
- Modifier la législation régissant le domaine public agricole

5. Politique et Réformes

2ème Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

8

Système de financement

1.fiscalité

- Simplifier le système fiscal et alléger la pression fiscale des entreprises et des personnes physiques et élargir l'assiette fiscale
- Reconsidérer le régime forfaitaire en le limitant son champ aux assujettis réels
- Réintégrer le commerce parallèle dans la sphère économique, lutter contre l'évasion fiscale et consolider la transparences des transactions financières
- Repenser la fiscalité locale et moderniser l'administration fiscale

2. Douane

- Mettre en place un nouveau système d'information et alléger et assurer les procédures portuaires
- Réviser le cadre légal régissant les secteurs ou les activités qui alimentent la contre bande
- Réformer les droits de douane
- Réformer l'administration douanière sur le plan structurel et organisationnel

3. Système bancaire

- Consolider les assises financières du secteur bancaire et réactualiser le système de contrôle bancaire pour s'aligner sur les standards internationaux
- Promouvoir les systèmes d'information bancaires et procéder à l'examen de la situation des banques en difficulté
- Fructifier les sources de financement adaptées aux PME et procurer les financements adéquats pour les projets individuel , en particulier les diplômés du supérieur
- Œuvrer pour plus d'intégration financière et réduire l'écart en matière d'accès au financement
- Renforcer la monétarisation de l'économie nationale et améliorer les services financiers
- **Désengagement progressif de l'Etat des Banques commerciales publiques**

4. Code des changes

- Parachever la libéralisation des opérations liées au commerce extérieur et des opérations courantes
- Libéraliser graduellement les opérations en capital **et s'orienter vers la libéralisation totale du Dinar**
- Conférer davantage de souplesse au financement et endettement extérieur

5.Marché Financier

- Accroître la capitalisation du marché
- Développer la culture du marché et soutenir l'épargne long terme
- Dynamiser le marché secondaire des produits financiers
- Revoir la législation régissant le marché financier

6. Assurances

- Renforcer le taux d'intégration du secteur des assurances
- Améliorer la mobilisation de l'épargne

5. Politique et Réformes

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

1

Les domaines éducatifs et culturels

1. Rehausser la performance du système éducatif et de formation

- **Assurer l'adéquation entre les composantes des systèmes éducatif et de formation et raffiner leurs outputs pour améliorer l'employabilité**
- Mettre en place un système d'information intégré et complet
- Mettre en place un système commun d'information et d'orientation scolaire, professionnel et universitaire
- Consolider les programmes de certification et d'accréditation et l'amélioration des prestations universitaires
- Réduire le taux de l'échec scolaire et veiller à récupérer les élèves ayant abandonnés précocement les rangs de l'école
- Numériser les écoles

2. Protection de l'enfance et implication des jeunes à la gestion des affaires publiques

- Améliorer la qualité des services dans les jardins d'enfants
- Mettre en place une stratégie nationale intégrée pour la protection de l'enfance
- Améliorer la performance des institutions dédiées à la jeunesse
- Mettre en place une politique nationale dédiée aux loisirs et tourisme des jeunes
- Renforcer l'infrastructure sportive
- Accorder plus d'attention au sport d'élite et au sport féminin
- Renforcer le sport citoyen et les activités sportives tournées vers les handicapés

3. Renforcement du rôle de la culture et diffusion des valeurs de tolérance et de modération

- Accorder davantage d'attention aux domaines artistiques et sauvegarder et valoriser le patrimoine national
- Promouvoir les industries culturelles et accroître leur contribution à la croissance
- Diffuser les valeurs islamiques et vulgariser les préceptes d'ouverture et de tolérance de la chariaa

5. Politiques et Réformes

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

2

Prestations sociales

1. Traitement économique de la pauvreté

- Privilégier des solutions durables et dynamiques de la pauvreté pour les personnes pourvues de conditions physiques leur permettant de travailler
- Effectuer un ciblage géographique et un traitement personnalisé des familles sans soutien et des catégories sociales vulnérables

2. Instaurer une plateforme de protection sociale

- Instaurer le système de l'identifiant social unique
- Réformer le système des pensions et de l'assurance maladie
- Repenser les programmes d'aides sociales et mettre en place une banque de données des familles bénéficiaires

3. Une redistribution équitable des richesses

- Réformer le régime de compensation dans le sens d'un meilleur ciblage des bénéficiaires afin d'assurer une plus grande efficacité et éviter une utilisation abusive des produits subventionnés
- Conférer davantage d'efficacité et d'efficience à tous les programmes et interventions sociales

4. Une couverture sanitaire globale, équitable et efficace

- Viser une couverture sanitaire globale et l'amélioration des prestations sanitaires et les rapprocher du citoyen à travers :
 - ✓ l'octroi d'une attention particulière à la médecine préventive et à l'intervention sur les déterminants de la santé
 - ✓ la mise en place de pôles hospitaliers régionaux et la mise à niveau des trois lignes des services de santé
 - ✓ le développement des activités de recherche et de l'innovation dans le domaine de santé
 - ✓ l'adoption d'une nouvelle gouvernance pour une politique sanitaire plus efficace
 - ✓ la mise à niveau et le renforcement du secteur public de santé

5. Politiques et Réformes

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

2

Prestations sociales

5. Promotion du rôle de la femme et de la famille

- Intégrer l'approche genre dans les politiques, stratégies et programmes de développement
- Concevoir et mettre en place une stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes
- Créer une commission nationale pour réviser les textes législatifs discriminatoires vis-à-vis de la femme
- Veiller au renforcement des capacités d'ordre social et économique au profit des femmes à besoins spécifiques
- Poursuivre l'exécution du programme d'appui économique et social aux familles nécessiteuses dirigées par une femme
- Mettre en place un programme global pour la protection de la famille contre tous les dangers

6. Consolidation des relations avec les tunisiens résidents à l'étranger

- Consolider l'observatoire national de l'émigration et créer le Conseil National des tunisiens résidents à l'étranger
- Renforcer la communication économique et promouvoir le climat des affaires et les opportunités d'investissement en Tunisie

7. Soutien au personnes à besoins spécifiques

- Veiller à l'intégration effective des personnes porteuses d'un handicap à travers la refonte de la réglementation et des systèmes éducatif et de formation qui leur sont destinés
- Reconsidérer le système de protection et d'intégration sociales pour répondre à l'émergence des nouveaux phénomènes sociaux
- Activer la stratégie nationale de réduction de l'analphabétisme essentiellement pour adultes
- Renforcer les interventions d'ordre social menées en réseautage au profit des personnes âgées

5. Politiques et Réformes

4^{ème} Axe : Concrétisation des ambitions des régions

1

Développer la décentralisation et jeter les fondements d'une gouvernance locale et régionale

- Réformer le cadre institutionnel des collectivités locales
- Renforcer les capacités financières des collectivités locales
- Promouvoir les ressources humaines des collectivités locales et développer leur compétences professionnelles
- Réviser la fiscalité locale
- Opter pour un nouveau découpage du territoire et généraliser le système municipal
- Restructurer les directions et commissariats régionaux et renforcer les moyens mis à leur disposition

2

Concrétiser l'interconnexion des régions

- Renforcer l'infrastructure routière, de transport et les services logistiques
- Consolider l'infrastructure desservant les ports et aéroports
- Assurer la connexion de toutes les familles à l'internet
- Revoir les choix du plan directeur de l'aménagement du territoire
- Utiliser des indicateurs objectifs et scientifiques pour la répartition des investissements publics entre les régions

3

Promouvoir le développement des régions et améliorer leur attractivité

- Exploiter au mieux les avantages comparatifs des régions
- Renforcer les capacités des régions en matière de marketing territorial et nouer des relations de coopération et de partenariat avec leurs homologues à l'étranger

4

Assurer le développement et l'adaptabilité du système de financement du développement régional

- Allouer efficacement les ressources financières et institutionnelles du système existant et les affecter rationnellement au financement des PME
- Accélérer la mise en œuvre du mode de gouvernance stipulé dans le nouveau code de l'investissement

5

Améliorer les conditions de vie aux niveaux local et régional

- Améliorer la qualité de vie des citoyens à travers le renforcement de l'infrastructure et des installations collectives et l'optimisation de la qualité des prestations et leur rapprochement des citoyens
- Consolider les programmes spécifiques dans toutes les régions en particulier les régions rurales et frontalières

5. Politiques et Réformes

5^{ème} Axe : l'Economie verte, pilier du développement durable

1

Aménagement du territoire équilibré et équitable

- Veiller à l'intégration et à la complémentarité territoriale entre les régions et opter pour la création de districts économiques
- Repenser le cadre institutionnel et légal de l'aménagement du territoire dans le cadre d'un renforcement de la décentralisation
- Sauvegarder les équilibres naturels et procéder à une nouvelle répartition des activités économiques et sociales

2

Maitrise et rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles

1. Maitrise de l'utilisation des ressources hydriques

- Maitrise des eaux de ruissellement, construction et interconnexion des barrages, dessalement des eaux de mer et des eaux souterraines salines
- Promulgation d'un nouveau code des eaux
- Raffiner la qualité des eaux potables et optimiser la qualité des prestations
- Améliorer la qualité des eaux traitées et élargir le domaine de leur utilisation
- Généraliser l'utilisation des techniques d'économie de l'eau

2. Agriculture moderne garantie de la sécurité alimentaire

- Moderniser l'activité agricole et intensifier la production agricole
- Résoudre les problématiques à caractère foncier, lutter contre le morcellement de la propriété et veiller à l'utilisation efficace des terres domaniales agricoles
- Promouvoir le secteur de l'aquaculture et protéger la richesse halieutique

3. Maitrise de la consommation de l'énergie

- Procéder à des opérations de recherches-prospection et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures non conventionnels

5. Politiques et Réformes

5^{ème} Axe : l'Economie verte, pilier du développement durable

3

Protection de la richesse naturelle

- Mettre à jour les cartes des terres agricoles pour les protéger contre l'expansion urbaine
- Développer les forêts et impliquer les populations locales habitant dans la forêt et aux alentours dans la gestion forestière
- Réformer le code forestier pour renforcer la gestion participative
- Lutter contre la désertification, l'érosion et l'exploitation abusive des pâturages et protéger le sol
- Intensifier les travaux de conservation des eaux et du sol

4

Développement durable et protection de l'environnement

- Développer le secteur de la **gestion des déchets et impliquer le secteur privé dans les activités visant leur valorisation et recyclage**
- Repenser le système de contrôle environnemental et renforcer le cadre légal à travers la révision du code de l'environnement
- Consolider la participation du secteur privé à la gestion des installations d'assainissement
- Renforcer la décentralisation et mettre en place des plans d'action stratégiques de développement durables au niveau des collectivités locales et des conseils ruraux

5

Réduction des risques des catastrophes naturelles et technologiques

- Renforcer les capacités nationales en matière de détection des risques naturels et affermir le système d'alerte pour se prémunir contre les catastrophes et limiter leur impact
- Renforcer la capacité nationale d'adaptation au climat à travers d'un aménagement territorial approprié
- Concevoir et renforcer des stratégies de gestion des risques industriels et technologiques
- Poursuivre la mise en œuvre des stratégies de protection de villes contre les inondations
- Démarrer le plan d'action de l'aménagement du bassin de Medjerda pour la protection des terres agricoles et des villes limitrophes des inondations

5- Politiques et Réformes



6. Objectifs & Indicateurs

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

1 Accélérer la concrétisation de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption

2 D'une économie à faible coût à un hub économique

1. Tissu économique diversifié et à contenu élevé en emplois
2. Promotion de l'investissement et amélioration du climat des affaires
3. Amélioration des capacités d'exportation et renforcement de l'intégration dans l'économie mondiale
4. Promotion de l'économie numérique en tant que vecteur de développement

3 Développement humain et inclusion sociale

1. Améliorer les conditions de vie
2. Relever le rendement des politiques sociales
3. Optimiser la complémentarité et l'harmonisation entre les composantes du système éducatif et inculquer l'esprit de citoyenneté aux jeunes

4 Concrétisation des ambitions des régions

1. Promotion du développement des régions et amélioration de leur attractivité
2. Amélioration des conditions de vie aux niveaux local et régional
3. Réduction des disparités et le désenclavement des régions
4. Consécration du principe de la discrimination positive
5. Développement et adaptation du système de financement du développement régional
6. L'institution des fondements de la décentralisation

5 L'économie verte moteur du développement durable

1. Garantie de la sécurité alimentaire
2. Aménagement du territoire équitable en respect des équilibres écologiques
3. Optimisation de la gestion des ressources naturelles
4. Protection de l'environnement
5. Adoption des méthodes de production et de consommation propres
6. Réduction des risques de catastrophes naturelles et technologiques

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

2^{ème} Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

1

Tissu économique diversifié et à forte employabilité

1. Productivité en tant que source de compétitivité

- Améliorer le rythme d'évolution de la productivité globale des facteurs à plus de 2,5% en 2020

2. Développement de l'infrastructure et de la logistique

- Maîtriser les coûts de la logistique pour les ramener de 20% du PIB en 2015 à 15% en 2020
- Etendre le réseau des autoroutes et des voies rapides de 420 km à 1200 km en 2020
- Etendre le réseau ferroviaire pour relier Tunis aux gouvernorats de l'intérieur et du sud : Kairouan, Kasserine et Médenine

3. Promotion de l'innovation et de la créativité

- Doubler le nombre des brevets

4. Développement des filières économiques complémentaires, intégrales et durables

- Accroître le taux d'intégration dans les secteurs exportateurs de 15% actuellement à 20% en 2020

5. Promotion de l'emploi et de l'employabilité

- Augmenter la capacité de la croissance à créer des postes d'emplois pour atteindre entre 18.000 et 20.000 postes par point de croissance ce qui permettra la création d'environ 400.000 nouveaux postes et la réduction du taux de chômage de 15% en 2014 à 12% en 2020
- Accroître la proportion de la population occupée dans le secteur de l'économie sociale et solidaire de 0,5% à 1,5% de la population active en 2020
- Consolider la politique des placements à l'étranger

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

2^{ème} Axe : D'une économie à faible coût à un hub économique

2

Promotion de l'investissement et amélioration du climat des affaires

1. L'investissement privé, moteur essentiel pour la croissance et l'emploi

- Relever le taux d'investissement pour atteindre 24% du PIB en 2020
- Améliorer la part de l'investissement privé dans le total des investissements pour atteindre 64% en 2020
- Accroître le volume des IDE de 80% sur les 5 prochaines années

2. Améliorer le rendement de l'investissement public

- Augmenter les investissements publics de 50% (Budget de l'Etat et entreprises publiques)
- Assurer une consommation totale des ressources inscrites annuellement au Budget d'investissement

3. Améliorer le climat des affaires

- Améliorer le classement de la Tunisie selon le rapport « Doing Business » pour occuper la 50^{ème} place en 2020 contre le 75^{ème} rang en 2015

3

Augmentation des exportations et appui à l'intégration dans l'économie mondiale

1. Approfondir l'intégration économique

- Augmenter la valeur ajoutée des secteurs exportateurs de 15% en 2015 à au moins 20% en 2020
- Accroître l'effort d'exportation pour atteindre 40% du PIB en 2020

2. Promouvoir l'effort à l'export

4

L'économie numérique facteur du développement global

1. Réduire la fracture numérique

- Assurer la connexion de tous les foyers au réseau d'internet à haut débit
- Diffuser la culture numérique et numériser le contenu pédagogique (une solution numérique pour tous)
- Instituer une administration électronique au service du citoyen
- Mettre en œuvre le projet « Tunisie intelligente » (Activités off-shoring dans le domaine numérique)
- Editer la nouvelle revue électronique

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

1

Développement humain

1. Garantir la qualité du système éducatif et améliorer l'employabilité

- Généraliser la classe préparatoire à l'horizon 2020
- Transformer 50% des universités en institutions à caractère scientifique et technologique

2. Les enfants et les jeunes, force active

- Améliorer le taux de fréquentation des jardins d'enfants pour atteindre 53% en 2020 contre 35% en 2015
- Hisser le niveau de la participation des jeunes à la vie économique et la gestion des affaires publiques

3. Protéger et renforcer les droits acquis de la femme

- Evoluer graduellement vers la parité dans les conseils élus
- Enregistrer un recul remarquable des indicateurs mesurant la violence à l'égard des femmes
- Augmenter la participation de la femme au marché de l'emploi pour passer de 28,5% en 2014 à 35% en 2020

4. Les Tunisiens à l'étranger au cœur des préoccupations nationales

- Augmenter le nombre de tunisiens résidents à l'étranger qui rentrent pour passer leurs vacances en Tunisie de 5% durant la période 2016-2020
- Augmenter d'au moins 30% les versements et les investissements des tunisiens à l'étranger entre 2015 et 2020

5. La dimension culturelle entre création et enracinement

- Porter la part du budget du ministère de la culture et de la protection du patrimoine à 1% du budget de l'Etat en 2020
- Faire des espaces religieux un cadre propice à la diffusion des valeurs de la tolérance et de la modération

6. Développer le système sportif

- Réaliser des espaces sportifs dans chaque programme de réhabilitation des quartiers populaires
- Généraliser les espaces sportifs dans toutes les écoles et les lycées
- Mener des expériences pilotes dans au moins 10 établissements sportifs en partenariat avec le secteur privé

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

2

Promotion des affaires sociales

1. Développer le dialogue et les relations professionnelles dans l'entreprise

- Atteindre une augmentation de 2% de la productivité du travail en 2020

2. Développer le système de santé

- Augmenter l'espérance de vie à la naissance pour atteindre 76 ans en 2020
- Limiter les taux de mortalité au minimum
- Réduire la contribution des ménages au financement des services de santé au seuil de 30% en 2020 contre 38% actuellement

3. Améliorer les conditions de vie

- Assurer la construction de 100 000 logements sociaux durant le quinquennat 2016-2020
- Augmenter la part des transports en commun de 30% à 40%

4. Instaurer une plateforme de protection sociale, globale et efficace

- Poursuivre la réalisation de l'identifiant unique et instaurer un registre de référence incluant tous les programmes et tous les intervenants
- Instituer un régime d'assurance au titre de la perte de l'emploi
- Augmenter le taux de couverture des centres d'éducation spécialisés pour les enfants porteurs d'handicap de 95% à 100% en 2020

5. Réformer le système de protection sociale

- Trouver des solutions au déficit des caisses sociales
- Réformer les système des pensions et de l'assurance maladie

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

3^{ème} Axe : Développement humain et inclusion sociale

1

Développement Social et Humain

Objectifs et indicateurs

- Réduire le taux de la pauvreté absolue de 4,6% en 2010 à 2% à l'horizon 2020
- Réduire le taux de pauvreté de 15,5% en 2010 à 10% en 2020
- Hisser l'Indice de Développement Humain (IDH) de 0,729 en 2015 à 0,772 en 2020
- Allouer environ 20% du PIB pour les transferts sociaux
- Maitriser la part des dépenses au titre de la compensation des produits de base pour la contenir dans la limite de 1% du PIB en 2020
- Réduire le taux d'analphabétisme de la tranche d'âge 10-59 ans de 18% à 16% en 2020

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

4^{ème} Axe : Concrétisation des ambitions des régions

1 Assurer l'interconnexion des régions

2 Promouvoir le développement des régions et améliorer leur attractivité

3 Développer et adapter le système de financement du développement régional

4 Améliorer les conditions de vie aux niveaux régional et local

5 Développer la décentralisation et jeter les bases de la gouvernance locale et régionale

- Limiter les disparités entre les régions intérieures les moins développées et les régions côtières en réduisant les écarts d'une moyenne de **30%** sur l'échelle de l'Indice de Développement Régional (IDR) à l'horizon 2020

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

5^{ème} Axe : l'Economie verte, pilier du développement durable

1

Aménagement du territoire équilibré qui intègre toutes les régions et respecte l'environnement

- Introduire les indicateurs internationaux de préservation de l'environnement dans le système d'évaluation du niveau de développement des secteurs et des régions

2

Maitrise et rationalisation de l'utilisation des ressources naturelles

1. Maitrise de l'utilisation des ressources hydriques

- Augmenter le taux de mobilisation des ressources hydriques de 93% en 2015 à 95% en 2020
- Augmenter le taux de desserte en eau potable en milieu rural de 94% en 2015 à 96% en 2020
- Accroître la proportion des zones irriguées équipées en techniques économes en eau de 90% en 2015 à 95% en 2020
- Atteindre **un taux de réutilisation des eaux usées de 50%** contre 25% en 2015
- Augmenter le taux de la couverture forestière de 8,3% à 8,7% en 2020

2. Protection de la richesse naturelle

3. Agriculture moderne garante de la sécurité alimentaire

- Accroître le taux de croissance du secteur agricole à une moyenne annuelle de 3,6% au cours de la période 2016-2020
- Hisser la part des produits agro-alimentaires dans les exportations

3

Protection de l'environnement et du milieu naturel

- Atteindre **un taux de valorisation des déchets de 50%** à l'horizon 2020
- Accroître le taux de raccordement au réseau public d'assainissement dans les communes prises en charge par l'ONAS pour atteindre 92,5% en 2020 contre 91% en 2015

4

Maitrise de la consommation de l'énergie

- Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 3% à 12% en 2020
- Réduire l'intensité énergétique de 3% annuellement

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

Croissance du P.I.B (L'offre)

(%, aux prix constants)	Part dans le PIB	2011-2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016-2020
Croissance du PIB		1.5	2.0	3.0	4.4	4.9	5.5	4.0
Agriculture et Pêche	10.5	4.8	-2.6	6.1	6.0	5.0	4.0	3.6
Industries manufacturières	16.7	0.4	1.7	3.2	4.0	4.8	5.1	3.8
Industries non manufacturières	11.9	- 0.4	2.8	4.6	6.6	2.3	4.3	4.1
Services marchands	41.1	1.5	2.2	2.6	4.5	6.7	7.4	4.7
Services non marchands	19.8	4.8	3.5	1.8	2.4	3.0	3.6	2.9

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la note d'orientation (actualisés)

Croissance PIB (La demande)

(% aux prix constants)	2011-2015	2016	2017	2018	2019	2020	2016-2020
Croissance du PIB	1.5	2.0	3.0	4.4	4.9	5.5	4.0
Importations	- 0.1	0.9	3.4	4.2	4.7	4.7	3.6
Exportations	- 1.1	2.4	4.1	4.5	5.1	5.8	4.4
Consommation privée	3.7	3.5	3.6	3.8	4.0	4.2	3.8
Consommation publique	4.2	3.3	1.8	2.5	3.3	3.5	2.9
Investissement	- 2.9	4.4	7.7	9.7	11.4	12.0	9.0

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la notre d'orientation (actualisés)

Evolution des exportations

	2015		2020	
	(M.D)	Part (%)	(M.D)	Part (%)
Total des exportations	27 607	100	38 940	100
Agriculture et Industries agro-alimentaires	4 009	14.6	4 324	11.1
Phosphate et mines	1 110	4	2 458	6.3
Energie	1 986	7.2	2 121	5.5
Textile, habillement et cuir	6 003	21.7	8 271	21.2
Industries mécaniques et électriques	11 451	41.5	17 221	44.2
Autres exportations	3 048	11	4 545	11.7

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la notre d'orientation (actualisés)

Equilibres financiers

(%)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Revenu par tête d'habitant (en dinar)	8 070	8 680	9 430	10 340	11 370	12 520
Taux d'épargne (en % RNDB)	12.5	12.1	13.0	14.8	16.7	18.6
Déficit courant en % du PIB	8.9	7.7	7.1	6.6	6.0	5.2
Taux d'inflation (taux annuel moyen)	4.9	4.0	3.8	3.6	3.5	3.5

6. Objectifs : Rappel des objectifs de la notre d'orientation (actualisés)

Financement extérieur

(En Millions de Dinars)

Ressources	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020-2016
Dons	340	279	224	208	205	204	1 120
Investissements extérieurs	2 374	2 747	3 077	3 457	3 903	4 592	17 776
Emprunts extérieurs (Paielements)	8 249	8 757	8 532	7 570	7 774	6 280	38 913
Dont ressources de financement extérieur (Budget de l'Etat)	5 000	4 594	5 425	4 877	3 584	3 575	22 055
Total	10 963	11 783	11 833	11 235	11 882	11 076	57 809

6- Objectifs : Jonction entre les objectifs du Plan et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Axes de développement du Plan 2016 - 2020	Objectifs de Développement Durable (ODD)
Gouvernance et grandes réformes <ul style="list-style-type: none"> • Réforme de l'administration • Réforme du système judiciaire et pénitentiaire • Instauration d'une plateforme de protection sociale notamment à travers la réforme des régimes de la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif 11: Villes et communautés durables • Objectif 16: Paix, justice et Institutions efficaces • Objectif 1: Pas de pauvreté
D'une économie à faible coût à un hub économique <ul style="list-style-type: none"> • Réduction du taux de chômage de 15% en 2014 à 12% en 2020 • Promotion de l'innovation et de la créativité à travers le doublement du nombre des brevets 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif 8: Travail décent et croissance économique • Objectif 9: Industrie, Innovation et Infrastructure
Développement humain et inclusion sociale <ul style="list-style-type: none"> • Hisser l'Indice du Développement Humain (IDH) à 0,772 en 2020 contre 0,729 en 2015 • Réduire le taux de la pauvreté de 15,5% à 10% et de la pauvreté absolue de 4,6% à 2% entre 2010 et 2020 • Réduire le taux de densité médicale de 1 médecin pour 766 habitants en 2015 à 1 médecin pour 759 habitants en 2020 • Réduire le taux de mortalité maternelle de 44,8 pour 100.000 naissances vivantes (selon la dernière enquête relative à la mortalité maternelle de l'année 2010-2011) à 20 pour 100.000 naissances vivantes en 2020 • Réduire le taux de mortalité infantile au cours des 12 premiers mois de la naissance de 16‰ à 12,5‰ en 2020 • Garantir la qualité du système éducatif • Appuyer l'initiative économique féminine et accroître le taux d'activité de la femme de 28,5% en 2014 à 35% en 2020 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif 1: Pas de pauvreté • Objectif 2: Faim « zéro » • Objectif 3: Bonne santé et bien être • Objectif 4: Bonne santé et bien être • Objectif 5: Egalité entre les sexes

6- Objectifs : Jonction entre les objectifs du Plan et les Objectifs de Développement Durable (ODD)

Axes de développement du Plan	Objectifs de Développement Durable (ODD)
<p>Concrétisation des ambitions des régions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer la décentralisation et jeter les piliers de la gouvernance locale • Limiter les disparités entre les régions intérieures les moins développées et les régions côtières en réduisant les écarts d'une moyenne de 30% sur l'échelle de l'IDR 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs 10: Inégalités réduites
<p>L'Economie verte, moteur du développement durable</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maitriser l'utilisation des ressources naturelles pour atteindre un taux de mobilisation des ressources hydriques de 95% à la fin du plan contre 93% en 2015 • Augmenter le taux de raccordement au réseau public d'assainissement en milieu urbain pour atteindre 92,5% en 2020 contre 91% en 2015 • Maitriser la consommation de l'énergie, accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 3% en 2014 à 12% en 2020 et réduire l'intensité énergétique de 3% annuellement • Développer les forêts et les pâturages pour atteindre un taux de couverture forestière de 8,7% en 2020 contre 8,3% en 2015 	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs 6: Eau propre et Assainissement • Objectifs 7: Energie propre et d'un coût abordable • Objectif 12: Consommation et production responsables • Objectif 15: Vie terrestre
<p>Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs : cet objectif concerne tous les axes de développement du Plan sans exception</p>	

7- Investissements du Plan

7- Investissements du Plan

Volume global de l'investissement

Milliards de Dinars

	Réalisations 2011 - 2015	Total investissement 2016 - 2020
Investissement global	80	120
Taux d'investissement du PIB*	19.4 %	24 %
Dépenses d'investissement du Budget de l'Etat	23	34
Dont investissements directs et financement public	19	31
Investissement des Entreprises publiques (garantie de l'Etat)	5	11
Investissement des Entreprises publiques (sans garantie de l'Etat)	5	14

* Fin de période

7- Investissements du Plan

Demande des Ministères et des régions

En millions de dinars

	Investissements 2011-2015	Investissements en continuation 2016-2020	Coût des nouveaux projets proposés
Projets sectoriels et régionaux	18 761	14 714	63 081

Résultat du premier arbitrage

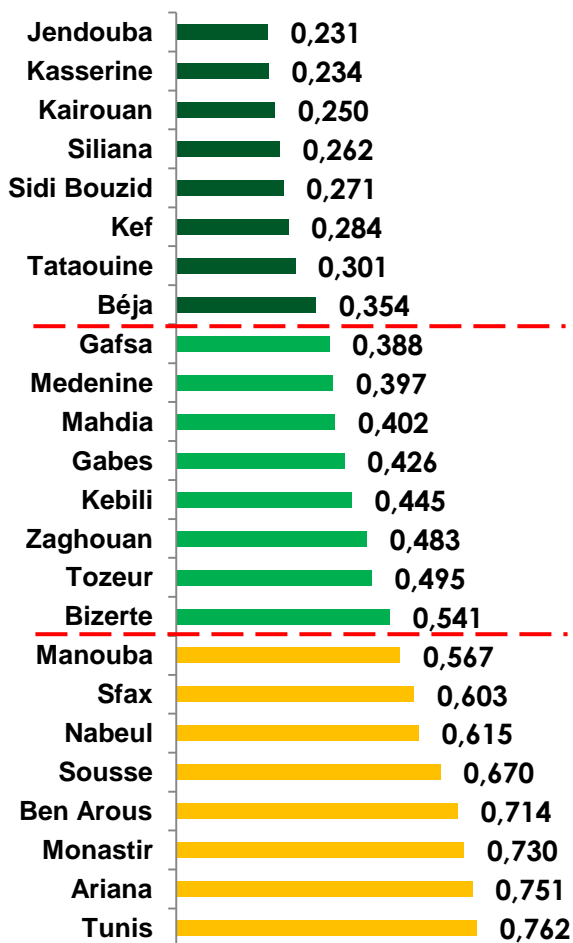
En millions de dinars

	Coût des nouveaux projets inscrits au plan	Investissements des nouveaux projets 2016-2020	Reliquat au- delà de 2020	Total des investissements 2016-2020 (nouveaux+en continuation)
Projets sectoriels et régionaux	43 797	16 671	26 226	31 385

La discrimination positive, principe directeur de l'étape d'arbitrage

Les 2/3 des projets sont alloués à la 1/2 de la population dans les zones de développement régional

Classement des gouvernorats selon L'IDR



Groupe	Part dans la population totale	Part dans le coût global des projets
<div>16</div> <div>Gouvernorats dont l'IDR est des plus faibles</div>	%50	%70
<div>8</div> <div>Gouvernorats dont l'IDR est des plus élevés</div>	%50	%30

Merci